

F. 2002 — 4741

[C — 2002/29633]

19 DECEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française créant un comité d'accompagnement et un comité de suivi au Plan stratégique en matière d'intégration des technologies de l'information et de la communication dans les établissements scolaires de l'enseignement obligatoire et de l'enseignement de promotion sociale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC);

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 février 1996 portant création du Ministère de la Communauté française;

Considérant l'adoption par le Gouvernement de la Communauté française, le 11 juillet 2002, du Plan stratégique en matière d'intégration des technologies de l'information et de la communication dans les établissements scolaires de l'enseignement obligatoire et de l'enseignement de promotion sociale;

Considérant la décision du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2002 d'approuver le détail des mesures du Plan stratégique en matière d'intégration des technologies de l'information et de la communication dans les établissements scolaires de l'enseignement obligatoire et de l'enseignement de promotion sociale et en particulier la création d'un comité d'accompagnement et d'un comité de suivi au Plan stratégique précité afin d'en assurer le suivi;

Considérant qu'il importe de mettre en place une structure transversale aux divers services du Gouvernement de la Communauté française et organismes d'intérêt public impliqués dans la mise en œuvre du Plan stratégique en matière d'intégration des technologies de l'information et de la communication dans les établissements scolaires de l'enseignement obligatoire et de l'enseignement de promotion sociale;

Sur proposition du Ministre-Président;

Vu la délibération du Gouvernement du 19 décembre 2002,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

— Plan stratégique : le Plan stratégique en matière d'intégration des technologies de l'information et de la communication dans les établissements scolaires de l'enseignement obligatoire et de l'enseignement de promotion sociale, approuvé par le Gouvernement de la Communauté française le 11 juillet 2002;

— IFC : l'institut de la formation en cours de carrière;

— ETNIC : l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française;

— Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française.

Art. 2. Il est créé un comité d'accompagnement au Plan stratégique, chargé d'en coordonner la mise en œuvre.

Art. 3. Le comité d'accompagnement est constitué :

— du représentant du Ministre-Président qui assure la présidence;

— d'un représentant de chaque Ministre fonctionnellement compétent;

— de l'Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique ou de son délégué;

— du Directeur général de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou de son délégué;

— du Directeur général de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique ou de son délégué;

— du Directeur général adjoint du Service général des Affaires générales, de la Recherche en éducation et du Pilotage de l'enseignement interréseaux ou de son délégué;

— de l'Administrateur général de l'ETNIC ou de son délégué;

d'un expert désigné par le Gouvernement de la Communauté française au sein des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

— du Fonctionnaire dirigeant de l'IFC ou de son délégué.

Font également partie du comité d'accompagnement, à titre d'observateur :

— un représentant désigné par le Gouvernement de la Région wallonne;

— un représentant désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le président du comité d'accompagnement peut se faire assister par un secrétaire.

Art. 4. Le comité d'accompagnement a notamment pour mission :

— d'assurer la coordination de la mise en œuvre du Plan stratégique;

— d'assurer la continuité de la réflexion sur l'intégration des technologies de l'information et de la communication dans les établissements scolaires de l'enseignement obligatoire et de l'enseignement de promotion sociale, et, dans ce cadre, de proposer au Gouvernement de la Communauté française toute mesure visant à compléter ou modifier les mesures opérationnelles existantes;

— de soumettre au Gouvernement de la Communauté française le rapport sur le suivi de la mise en œuvre du Plan stratégique, établi par le comité de suivi.

Le comité d'accompagnement soumet le 1^{er} rapport de suivi au Gouvernement dans le courant du mois de juin 2003.

Le comité d'accompagnement se réunit au moins une fois tous les six mois.

Art. 5. Il est créé un comité de suivi au Plan stratégique, chargé d'assurer le suivi du Plan stratégique et la coordination de sa mise en œuvre entre les différents services du Gouvernement impliqués dans sa réalisation.

Art. 6. Le comité de suivi est constitué :

— de l'Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique ou de son délégué, qui préside le comité;

— du Directeur général de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou de son délégué;

— du Directeur général de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique ou de son délégué;

— du Directeur général adjoint du Service général des Affaires générales, de la Recherche en éducation et du Pilotage de l'enseignement interréseaux ou de son délégué;

— de l'Administrateur général de l'ETNIC ou de son délégué;

— d'un expert désigné par le Gouvernement de la Communauté française au sein des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

— du Fonctionnaire dirigeant de l'IFC ou de son délégué;

— de trois inspecteurs désignés par l'Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, l'un pour l'enseignement fondamental, l'un pour l'enseignement secondaire et le dernier pour l'enseignement spécial;

— de trois inspecteurs désignés par l'Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique : l'inspecteur coordonnateur de l'enseignement supérieur hors université, un inspecteur pour l'enseignement à distance et un inspecteur pour l'enseignement de promotion sociale, ce dernier devant avoir dans ses compétences les technologies de l'information et de la communication.

Le comité de suivi peut inviter, à titre d'expert, toute personne ou organisation susceptible de l'éclairer dans la mise en œuvre du Plan stratégique.

Le président du comité de suivi peut se faire assister par un secrétaire.

Art. 7. En vue d'assurer la transversalité de la mise en œuvre du Plan stratégique, le comité de suivi a notamment pour mission :

— d'assurer le suivi de l'exécution des mesures du Plan stratégique;

— d'évaluer l'efficacité et la pertinence des mesures mises en œuvre;

— d'émettre des avis et de formuler des propositions visant à améliorer la mise en œuvre du Plan stratégique.

Le comité se réunit au moins une fois tous les deux mois. Il présente au comité d'accompagnement, tous les ans, un rapport sur le suivi de la mise en œuvre du Plan stratégique.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Art. 9. Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 décembre 2002.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,
de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

VERTALING

N. 2002 — 4741

[C — 2002/29633]

19 DECEMBER 2002. — Besluit van de Franse Gemeenschapsregering tot oprichting van een begeleidingscomité en een opvolgingscomité bij het Strategisch Plan inzake de integratie van de informatie- en communicatietechnologieën in de schoolinrichtingen van het verplicht onderwijs en van het onderwijs voor sociale promotie

De Franse Gemeenschapsregering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 tot oprichting van het Overheidsbedrijf voor de nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC);

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 12 februari 1996 tot oprichting van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Overwegende de aanneming door de Franse Gemeenschapsregering, op 11 juli 2002, van het Strategisch Plan inzake de integratie van informatie- en communicatietechnologieën in schoolinrichtingen van het verplicht onderwijs en van het onderwijs voor sociale promotie;

Overwegende de beslissing van de Franse Gemeenschapsregering van 19 december 2002 waarbij zij haar goedkeuring hecht aan het overzicht van de maatregelen van het Strategisch plan inzake de integratie van informatie- en communicatietechnologieën in schoolinrichtingen van het verplicht onderwijs en van het onderwijs voor sociale promotie en in het bijzonder aan de oprichting van een begeleidingscomité en van een opvolgingscomité bij voormeld Strategisch Plan om de follow-up ervan te garanderen;

Overwegende dat het noodzakelijk is om een transversale structuur in te stellen bij de verschillende diensten van de Franse Gemeenschapsregering en instellingen van openbaar nut die betrokken zijn bij de implementatie van het Strategisch Plan inzake de integratie van informatie- en communicatietechnologieën in de schoolinrichtingen van het verplicht onderwijs en van het onderwijs voor sociale promotie;

Op de voordracht van de minister-president;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 19 december 2002,

Besluit :

Artikel 1. In dit besluit verstaat men onder :

— Strategisch Plan : het Strategisch plan inzake de integratie van informatie- en communicatietechnologieën in schoolinrichtingen van het verplicht onderwijs en van het onderwijs voor sociale promotie, goedgekeurd door de Franse Gemeenschapsregering op 11 juli 2002;

— IFC : het instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan;

— ETNIC : het overheidsbedrijf voor nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap;

— Regering : de Franse Gemeenschapsregering.

Art. 2. Er wordt een begeleidingscomité bij het Strategisch Plan opgericht, welk de implementatie ervan zal coördineren.

Art. 3. Het begeleidingscomité bestaat uit :

— de vertegenwoordiger van de minister-president, optredend als voorzitter van het comité;

— een vertegenwoordiger van iedere functioneel bevoegde minister;

— de administrateur-generaal van Onderwijs en van Wetenschappelijk Onderzoek of diens afgevaardigde;

— de directeur-generaal van het directoraat-generaal van het verplicht Onderwijs of diens afgevaardigde;

— de directeur-generaal van het directoraat-generaal van het niet-verplicht Onderwijs en van het Wetenschappelijk Onderzoek of diens afgevaardigde;

— de adjunct-directeur-generaal van de Algemene Dienst Algemene Zaken, Onderzoek naar opvoeding en Sturing van het internetwerkonderwijs of diens afgevaardigde;

— de administrateur-generaal van het ETNIC of diens afgevaardigde;

— een expert aangesteld door de Franse Gemeenschapsregering onder de ambtenaren van de Diensten van de Franse Gemeenschapsregering;

— de Leidend Ambtenaar van het IFC of diens afgevaardigde.

Zetelen eveneens in het begeleidingscomité, als waarnemer :

— een vertegenwoordiger aangeduid door de Waalse Gewestregering;

— een vertegenwoordiger aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

De voorzitter van de begeleidingscomité kan zich laten bijstaan door een secretaris.

Art. 4. Het begeleidingscomité heeft met name als opdracht :

— de coördinatie te verzorgen bij de implementatie van het Strategisch Plan;

— te zorgen voor een continue bezinning over de integratie van de informatie- en communicatietechnologieën in de schoolinrichtingen van het verplicht onderwijs en van het onderwijs voor sociale promotie, en, vanuit deze optiek, de Franse Gemeenschapsregering voorstellen te doen om de bestaande operationele maatregelen aan te vullen of te wijzigen;

— de Franse Gemeenschapsregering een verslag voor te leggen omtrent de follow-up van de implementatie van het Strategisch Plan, opgesteld door het opvolgingscomité.

Het begeleidingscomité legt het eerste opvolgingsverslag voor aan de Regering in juni 2003.

Het begeleidingscomité vergadert minstens eenmaal om de zes maand.

Art. 5. Er wordt een opvolgingscomité opgericht bij het Strategisch Plan, dat instaat voor de follow-up van het Strategisch Plan en voor de coördinatie bij de implementatie ervan tussen de verschillende diensten van de Regering die bij zijn realisatie betrokken zijn.

Art. 6. Het opvolgingscomité bestaat uit :

— de administrateur-generaal van Onderwijs en van Wetenschappelijk Onderzoek of diens afgevaardigde, optredend als voorzitter van het comité;

— de directeur-generaal van het directoraat-generaal van het verplicht Onderwijs of diens afgevaardigde;

— de directeur-generaal van het directoraat-generaal van het niet-verplicht Onderwijs en van het Wetenschappelijk Onderzoek of diens afgevaardigde;

— de adjunct-directeur-generaal van de Algemene Dienst Algemene Zaken, Onderzoek naar opvoeding en Sturing van het internetwerkenonderwijs of diens afgevaardigde;

— de administrateur-generaal van het ETNIC of diens afgevaardigde;

— een expert aangesteld door de Franse Gemeenschapsregering onder de ambtenaren van de Diensten van de Franse Gemeenschapsregering;

— de Leidend Ambtenaar van het IFC of diens afgevaardigde;

— drie inspecteurs aangesteld door de administrateur-generaal van Onderwijs en van Wetenschappelijk Onderzoek, waarvan een voor het basisonderwijs, een voor het secundair onderwijs en een voor het buitengewoon onderwijs;

— drie inspecteurs aangesteld door de administrateur-generaal van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek : de inspecteur-coördinator van het hoger onderwijs buiten de universiteit, een inspecteur voor het afstandsonderwijs en een inspecteur voor het onderwijs voor sociale promotie. Laatstgenoemde moet bekwaam zijn op het vlak van de informatie- en communicatietechnologieën.

Het opvolgingscomité kan elke persoon of organisatie die een licht kan werpen op de implementatie van het Strategisch Plan als expert oproepen.

De voorzitter van het opvolgingscomité kan zich laten bijstaan door een secretaris.

Art. 7. Teneinde de transversaliteit bij de implementatie van het Strategisch Plan te garanderen, heeft het opvolgingscomité met name als opdracht :

— de follow-up te verzorgen bij de uitvoering van de maatregelen van het Strategisch Plan;

— de doeltreffendheid en de relevantie van de uitgevoerde maatregelen te evalueren;

— adviezen te verstrekken en voorstellen te formuleren voor een betere implementatie van het Strategisch Plan.

Het comité komt minstens eenmaal om de twee maand bijeen. Het legt het begeleidingscomité jaarlijks een verslag voor over de follow-up van de implementatie van het Strategisch Plan.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2003.

Art. 9. De minister-president is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 december 2002.

Voor de Franse Gemeenschapsregering :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs,
Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS